



Universiteit
Leiden
The Netherlands

Introduction

Konings, P.J.J.; Geschiere, P.L.

Citation

Konings, P. J. J., & Geschiere, P. L. (1993). Introduction. In *Itinéraires d'accumulation au Cameroun* (pp. 9-31). Karthala, Paris. Retrieved from <https://hdl.handle.net/1887/4605>

Version: Not Applicable (or Unknown)

License:

Downloaded from: <https://hdl.handle.net/1887/4605>

Note: To cite this publication please use the final published version (if applicable).

Introduction¹

Peter Geschiere
Piet Konings

Les modes d'accumulation "alternatifs" et leurs variations régionales

Cet ouvrage présente des études sur les divers modes d'accumulation au Cameroun. Dans quelle mesure ces modes d'accumulation sont-ils du domaine de l'Etat? Peut-on en voir émerger de nouveaux plus indépendants de l'Etat? Quelles en sont les importantes variantes régionales? Dans certaines régions du Cameroun, surtout dans les provinces de l'Ouest et du Nord-Ouest, de nouvelles catégories d'entrepreneurs ont vu le jour: ils développent des modes d'accumulation qui persistent malgré la crise actuelle ou sont même renforcés par cette crise. Ailleurs, comme dans les provinces du Centre et du Sud, une tendance à l'"accumulation non productive" (Berry, 1985) apparaît. Dans ces régions, il existe d'importantes forces de nivellement à l'intérieur des formes d'organisation locales, qui empêchent les efforts d'accumulation.

Dans ce livre, nous aborderons les sujets suivants: mode d'accumulation, équilibre Etat-société, et variations régionales dans le Cameroun d'aujourd'hui.

L'intérêt de ces sujets a été souligné par l'essor récent des mouvements de démocratisation à l'intérieur du pays. Au moment d'écrire ce texte (mars 1992), le déroulement du processus de démocra-

¹ Ce livre est inspiré par les débats lors d'une conférence, organisée en 1988 par le Centre d'Etudes Africaines de Leyde en collaboration avec le MESIRES (ministère de l'Enseignement supérieur, de l'Informatique et de la Recherche scientifique) de Yaoundé. Pour les actes de cette conférence, voir Geschiere et Konings, 1989. Paul Nkwi (du MESIRES), Wim van Binsbergen (CEA, Leyde) et Jean-François Bayart (du CERI, Paris) ont apporté une aide précieuse dans l'organisation de cette conférence et dans la conception de ce recueil d'articles. Nous remercions spécialement Mieke Zwart-Brouwer qui, comme une vraie Européenne, a préparé les textes en français et en anglais pour la publication. Mme. Marie-Hélène Massardier a réécrit de façon élégante le français des chapitres 3 et 8; elle a traduit de l'anglais le chapitre 10.

tisation au Cameroun reste incertain. Mais on peut déjà affirmer que l'ouverture politique a accentué les variations régionales et que des différences dans les modes d'accumulation et le rapport Etat-société y jouent un rôle de premier plan.

Ces dernières années, les débats politiques sont de plus en plus marqués par une opposition entre l'Ouest (Bamiléké, Grassfields) et le Centre-Sud (Beti). Et la construction idéologique de pareilles oppositions est dominée par des notions floues mais tenaces sur les différentes formes d'accès de ces groupes à l'Etat et au marché. Ces questions concernant modes d'accumulation et variations régionales jouent sans doute un rôle politique important dans d'autres pays également et pas seulement en Afrique.

Les articles présentés ici font suite à une conférence sur l'économie politique du Cameroun, qui s'est tenue à Leyde en juin 1988. Cette conférence, interdisciplinaire, a rassemblé économistes, anthropologues, historiens et spécialistes en sciences sociales intéressés par le Cameroun. Deux thèmes liés en sont ressortis. D'abord, la force et la résistance des modes d'accumulation "alternatifs", en dehors des circuits formels de l'économie nationale: à ce sujet, on a remarqué la formidable expansion, dans les années soixante-dix, d'associations d'épargne néo-traditionnelles, comme les tontines (*njangis*), qui de nos jours accumulent et font circuler le capital à une échelle telle qu'elles sont devenues une sérieuse menace pour le circuit bancaire officiel. Puis, on a ressenti la nécessité d'approfondir les recherches comparatives des variations régionales au Cameroun. Pour ces associations d'épargne, par exemple, il est frappant que leur impact ait tellement varié selon les régions. Elles ont rencontré un assez vif succès dans les provinces de l'Ouest et du Nord-Ouest, où elles ont entraîné l'émergence d'une catégorie d'entrepreneurs d'importance régionale, voire nationale. Mais elles semblent être moins efficaces dans d'autres régions, y compris dans le Nord où les commerçants musulmans étaient nettement soutenus par le régime d'Ahidjo, dans les années soixante et soixante-dix. Le régime de Biya, à partir de 1982, s'est efforcé de promouvoir l'esprit d'entreprise chez les Beti du Centre et du Sud. Malgré ce soutien officiel, les entrepreneurs betis se sont révélés incapables de rattraper leurs collègues de l'Ouest et du Nord-Ouest. Depuis l'époque coloniale,

le Centre et le Sud ont surtout fourni des fonctionnaires de l'Etat. Par conséquent, les modes d'accumulation dans ces régions ont tendance à dépendre plus directement de l'accès à l'Etat.

Ces comparaisons suggèrent que l'articulation de nouvelles formes d'accumulation et des modes d'organisation pré-existants a suivi une "trajectoire" différente dans chaque région. Ces contrastes régionaux déterminent la lutte actuelle pour le contrôle de l'Etat. Une telle perspective sur les variations historiques dans les modes d'accumulation et les rapports Etat-société est sans doute plus éclairante que des analyses simplistes faites en termes tribaux qui, malheureusement, abondent dans la presse occidentale mais aussi au Cameroun. Il est urgent de mieux comprendre ces contrastes régionaux, à cause de la grave crise économique qui sévit actuellement dans ce pays. Il importe surtout d'en savoir plus sur la viabilité des modes d'accumulation "alternatifs", c'est-à-dire plus ou moins en marge des circuits contrôlés par l'Etat.

Points de vue et questions: la société contre l'Etat?

Dernièrement, on a observé avec un intérêt grandissant l'existence de modes d'accumulation "alternatifs" qui fonctionnent plus ou moins en dehors de l'Etat. Surtout, depuis la publication du rapport de 1989 de la Banque mondiale sur la crise en Afrique sub-saharienne², on n'hésite plus à exposer les échecs de l'Etat en Afrique et on insiste sur la nécessité de s'adresser, plutôt qu'à l'Etat, à des agences et à des groupes capables de stimuler un véritable développement. Vu les résultats décevants de nombreux régimes africains et l'aggravation des problèmes économiques, comme la chute des prix des produits africains sur le marché mondial, l'endettement, etc., cette réaction n'a rien de surprenant. Il est devenu difficile de nier qu'une des conséquences des efforts de coopération pour le développement a été d'encourager des formes de gouvernement parasitaires. De plus, même avant le "tournant" en Europe de l'Est, l'engagement de l'URSS et d'autres pays

² Banque mondiale (1989), *Sub-Saharan Africa : From Crisis to Sustainable Growth*, Washington D.C., BIRD.

socialistes en Afrique déclinait et, par conséquent, les pays occidentaux se sentaient moins tenus de ménager les régimes africains.

Aussi compréhensible que soit cette réorientation de l'"Etat" vers la "société", elle peut mener à des confusions dans l'analyse. Ainsi, quelques chapitres d'un récent ouvrage intitulé *The Precarious Balance of State and Society in Africa*³, qui soulignent le retrait progressif des groupes sociaux de l'Etat. Cette analyse comporte des conséquences positives et négatives. Elle relativise utilement l'importance accordée au pouvoir de l'Etat, exprimée dans les années soixante-dix, surtout dans les écrits à tendance marxiste. En revanche, elle amène des auteurs - Azarya, Chazan, et aussi Parpart - à faire une distinction entre une "approche Etat" et une "approche société"⁴. Ces formulations risquent de créer une confusion, car elles peuvent générer une opposition conceptuelle entre Etat et société. En effet, ces auteurs supposent que les activités économiques pratiquées en dehors de l'Etat ont augmenté de façon frappante. Chazan propose d'appliquer un concept d'"économie non formelle" aux secteurs économiques qui sont "invisibles" pour l'Etat⁵.

Que signifie ici l'Etat ? Prenons l'exemple de la contrebande, activité qui, semble-t-il, fait partie de ce secteur "non formel". Chazan elle-même affirme que les fonctionnaires sont souvent directement ou indirectement impliqués dans la contrebande. Si c'est le cas, on peut se demander comment ces activités peuvent rester "invisibles" pour l'Etat. Il se peut qu'elles ne soient pas reconnues officiellement par l'Etat mais elles sont sans doute tout à fait visibles aux yeux de nombreuses personnes qui travaillent pour l'Etat. Ne devrait-on pas les percevoir

³ Rothchild et Chazan, 1988. Par certains aspects, cet ouvrage peut être considéré comme l'"état des lieux" de la science politique américaine sur l'Afrique. Pour une critique plus détaillée, voir Roitman, 1990.

⁴ Il est surprenant que Azarya (p. 5) et Chazan (p. 330) affirment que, jusque récemment, l'"approche Etat" a presque complètement dominé les études africaines, négligeant ainsi toute une bibliothèque de travaux anthropologiques et historiques qui essaient d'étudier le développement "par le bas".

⁵ Voir Chazan, 1988, pp. 126 et 331. Chazan fait la distinction entre économie "non formelle" et économie "informelle", dont elle considère qu'elle s'est greffée sur l'économie "formelle".

comme des "excroissances" de l'Etat⁶? Nous ne devrions pas affirmer trop vite que les modes d'accumulation au Cameroun se développent vraiment "en dehors" de l'Etat. On peut se demander si la remarque incisive de Freund, affirmant que les classes dirigeantes africaines sont "attachées par un cordon ombilical à la bureaucratie de l'Etat", n'est pas toujours valable, même à travers les récents événements (Freund, 1984).

Il semble toujours assez hasardeux d'opposer "Etat" et "société". La question est plutôt de mieux comprendre les imbrications complexes de l'Etat et de la société dans l'Afrique postcoloniale. A cet égard, une notion utile est celle d'"Etat rhizome" de Bayart qui met en relief les ramifications complexes et "souterraines" du pouvoir de l'Etat dans la société (Bayart, 1989). Cette notion suggère l'image d'un Etat, substrat et terre nourricière pour des réseaux clientélistes et des activités informelles, image tout à fait appropriée à l'Afrique postcoloniale et, sans aucun doute, à de nombreux autres pays du monde. A la suite de quoi, on peut se demander si l'Etat finira par être "mangé" - pour employer le vocabulaire de Bayart - par toutes ces formes de redistribution. En même temps, cela soulève les problèmes inhérents à un véritable "retrait de l'Etat", sujet crucial dans les discussions des années quatre-vingt. Des expériences récentes menées en Occident ont montré la difficulté de réaliser un retrait de l'Etat. Etant donné les ramifications de l'"Etat rhizome" dans l'Afrique postcoloniale, il n'y a aucune raison de croire qu'une telle politique aura plus de succès en Afrique, en dépit des pressions persistantes exercées par les organismes internationaux.

En rapport avec sa notion d'"Etat rhizome", le concept de Bayart de "chevauchement" est essentiel pour comprendre les rapports Etat-

⁶ D'autres auteurs de *The Precarious Balance*, comme MacGaffey et Ninsin, écrivent que c'est certainement le cas pour le secteur "informel". Dans les années soixante-dix, de nombreux experts en développement considéraient le secteur "informel" comme une alternative de développement. Dernièrement, toutefois, de plus en plus d'auteurs ont affirmé que le succès d'une carrière dans ce secteur dépend surtout de la position dans l'économie formelle, en particulier de l'accès à l'Etat. En fait, au lieu de représenter une alternative, ce secteur semble en quelque sorte être lié à l'économie formelle et à l'Etat. De même, on peut se demander s'il est utile de faire la différence entre secteur "non formel" et secteur "informel". L'histoire postcoloniale de l'Afrique a démontré que, même si l'Etat semble faible, son pouvoir peut être tentaculaire (cf. Keith Hart, sous presse).

société et les variations régionales à cet égard⁷. Le succès d'un entrepreneur aussi bien dans l'économie dite "informelle" que dans le secteur formel dépend de son habileté à "chevaucher" la distinction entre Etat et secteur privé. Cette image a l'avantage d'illustrer le large éventail de possibilités et de stratégies d'accumulation. Les différences de modes d'accumulation dans l'ouest, le nord et le sud du Cameroun pourraient être analysées comme types de "chevauchement" différents, déterminés par le rôle de l'Etat et les points d'appui dans les formes d'organisation locales.

Dans une perspective similaire, Mbembe souligne le lien étroit qui existe entre la tendance à la "non-accumulation" ou tout au plus "accumulation non productive" dans l'Afrique postcoloniale et les "modes de gouvernement" provenant du contexte colonial (Mbembe, 1988, 1990). Un tel point de vue nous évite également de passer prématurément d'une "approche Etat" à une "approche société". Les types d'accumulation actuels, même dans le secteur informel ou non formel, doivent être compris en relation avec les "modes de gouvernement" prédominants dans différentes parties d'Afrique et avec leur spécificité historique.

De plus, Mbembe tente d'établir un lien direct entre les développements nationaux et les changements au strict niveau domestique. Il est intéressant de le voir remettre ainsi en question la dichotomie actuelle, souvent simpliste, entre "macro" et "micro". Dans l'Afrique postcoloniale, le principal contrôle exercé sur le travail se fait encore au niveau domestique. C'est-à-dire qu'on ne peut comprendre l'émergence de nouveaux modes d'accumulation et leurs effets variables sur la formation de l'Etat qu'en rapport avec les changements "micro" au niveau du foyer ou de la famille. Ces changements "micro" ne résultent pas seulement de changements "macro". Au contraire, les développements "micro" influent sur les modes de formation d'Etat et les types d'accumulation au niveau "macro". En fait, la distinction même entre niveaux "micro" et "macro" devient problématique dans ces circonstances.

⁷ Bayart emprunte cette notion aux travaux de Cowen sur le Kenya (Cowen, 1977); il démontre avec force exemples qu'elle s'applique à la politique postcoloniale partout en Afrique.

La notion d'"accumulation", aussi vague soit-elle, est un point de départ utile pour l'étude de ces questions. Dernièrement, elle est devenue un concept central des travaux d'africanistes de tendances théoriques diverses - parce que, semble-t-il, elle leur permet d'éviter d'analyser les structures sociales africaines en termes de classes rigides⁸. Contrairement aux débats fondés sur des notions de classes préconçues, un concept ouvert comme celui d'"accumulation" inspire des études empiriques des modes spécifiques dans l'émergence des inégalités nouvelles. De même, le caractère ouvert du concept d'accumulation permet d'étudier avantagement les questions mentionnées plus haut. Les "modes d'accumulation" peuvent avoir différents rapports avec l'Etat ou demeurer en dehors du domaine de l'Etat. Nous ne pouvons savoir quelles formes spécifiques d'accumulation se sont développées dans telle région à tel moment qu'à travers la recherche empirique.

Tout au long de ce volume, la notion d'accumulation sera utilisée dans une acception très large. Elle renvoie à l'accumulation du capital, mais aussi à l'accumulation d'autres ressources: hommes - ce qui inclut, mais pas seulement, le travail -, terre et même "capital symbolique" (voir Goheen, dans le présent ouvrage). L'utilisation d'une notion d'accumulation élargie nous aide à voir comment les modes d'accumulation locaux préexistants s'articulent avec de nouvelles formes d'accumulation. A cet égard, cet ouvrage aborde donc un thème qui, depuis les années soixante-dix, est central dans les travaux d'africanistes de tendances théoriques extrêmement diverses: l'articulation très variable de nouvelles inégalités avec les contradictions préexistantes à l'intérieur des communautés locales⁹.

Les articles de cet ouvrage

Des remarques qui viennent d'être faites, nous pouvons extraire deux séries de questions qui sont à la base de cet ouvrage:

⁸Voir Bayart, 1979, 1985, 1989; Bernstein et Campbell, 1985; Copans, 1987; Cooper, 1981. A ce sujet, Bayart (1985, p. 321) remarque que l'on peut parler, en Afrique, tout au plus d'une "structure de classes à construire".

⁹ Quelques auteurs de tendances théoriques très différentes: Rey, 1973; Bayart, 1979, 1989; Peel, 1983. Voir également van Binsbergen et Geschiere, 1985; Konings, 1986.

présentent des comparaisons hardies avec les autres articles. Un thème commun à ces trois études, par exemple, est le rôle crucial des anciennes et des nouvelles stratégies matrimoniales dans l'accumulation, aspect probablement vital pour les efforts d'accumulation des hommes aussi. Elles constituent également une réponse à Parpart (1988), qui dit que les femmes pourraient tirer profit du désengagement de l'Etat de la vie économique, puisque, pour elles, de plus grandes possibilités d'accumulation se trouveraient en dehors de l'Etat. Nos auteurs semblent être plus nuancés. Goheen pense que le contrôle du travail des femmes constitue la base de l'accumulation des hommes chez les Nso de la province du Nord-Ouest. Pendant la période coloniale, la commercialisation des produits a entraîné de nouveaux problèmes pour les femmes de cette région, bien qu'elle ait aussi stimulé leur résistance.

Selon Goheen, les changements postcoloniaux ont créé de nouvelles ouvertures pour l'accumulation par les femmes. A ce sujet, les expériences des femmes avec les nouvelles stratégies matrimoniales sont d'une importance capitale. Holtedahl analyse la portée de différents modèles dans les rapports entre religion, milieu ethnique, éducation occidentale et accumulation pour les femmes de Ngaoundéré, une des grandes villes du nord du Cameroun. Elle démontre que l'éducation moderne a eu des implications différentes pour les femmes musulmanes et les femmes chrétiennes, selon les convenances imposées par leur milieu ethnique et leur position dans ce qu'elle appelle "le nouveau marché du savoir". Dans son analyse, les anciennes et les nouvelles stratégies matrimoniales sont également cruciales pour les femmes dans leur idéal de la "bonne vie".

Van Santen étudie la façon dont les développements politico-économiques larges et les transformations locales se sont articulés chez les femmes mafas de Mokolo, ville des montagnes du Mandara, dans le nord du Cameroun. Quand ces femmes se convertissent à l'islam, elles adoptent de nombreux traits culturels des Foulbé, groupe dominant du Nord. Pour affirmer leur statut social, elles doivent participer à des échanges complexes de cadeaux de mariage. Les transformations actuelles les ont obligées à trouver une solution au problème de l'accumulation du capital nécessaire à ces échanges: elles se lancent dans le commerce et particulièrement dans une contrebande riche en profits avec le Nigeria voisin. Van Santen décrit comment ces nouvelles pres-

sions exercées sur les femmes et leurs stratégies d'accumulation transforment leurs relations avec leurs familles et leurs maris.

Dans ces trois études de cas, les possibilités changeantes des femmes pour avoir accès à de nouveaux modes d'accumulation semblent être liées étroitement aux formes variables de l'impact de l'Etat sur le plan local.

Dans la dernière contribution, Bayart tire des conclusions sur les relations entre Etat postcolonial et accumulation au Cameroun. Il analyse les développements au Cameroun dans une perspective plus large en insistant sur la spécificité des trajectoires régionales et de la dynamique du "chevauchement" dans ce pays. Il les situe en relation avec l'évolution particulière du régime camerounais dans les années quatre-vingt en montrant comment on peut dépasser une analyse tribaliste de ces changements. Dans l'épilogue Mbembe analyse les effets de la crise actuelle de légitimité de l'état au Cameroun sur le système politique et les trajectoires d'accumulation.

Cet ouvrage ne peut pas prétendre présenter un tableau exhaustif des relations complexes entre Etat et accumulation au Cameroun ni couvrir les nombreuses variantes régionales en ce qui concerne l'articulation de nouvelles formes d'accumulation et les modes d'organisation préexistants. Il s'agit plutôt d'une invitation à poursuivre les recherches dans ce domaine. Un de ses points faibles, c'est le manque d'études sur des groupes d'entrepreneurs importants d'autres régions du Cameroun, comme les Haoussa et les Foulbé du nord du pays, ou les Ibo du Cameroun anglophone. Même les entrepreneurs étudiés dans ce livre méritent plus ample recherche. Les études comparatives sur les femmes et l'accumulation, aussi intéressantes soient-elles, proposent seulement une première ébauche des variations régionales.

Une des conclusions de ce recueil d'articles pourrait être qu'un véritable retrait de l'Etat serait très difficile à mettre en oeuvre. Il semble peu raisonnable de propager l'idée de "by-passing the State" ("contourner l'Etat") comme une panacée pour réaliser une croissance économique et un développement réel. A la lumière de la crise actuelle du Cameroun, il vaut mieux développer des formes de coopération entre les entrepreneurs et l'Etat qui ne contrecarrent pas l'accumulation productive. Mais pour que cette coopération se mette en place, il faut que l'Etat compte sur des formes d'accumulation indigènes plutôt que sur des ressources extérieures. Reste à savoir si la constellation politique actuelle peut favoriser un tel développement.

Introduction¹

Peter Geschiere
Piet Konings

Alternative Modes of Accumulation and their Regional Variations

This book focuses on various modes of accumulation in modern Cameroon. To what extent are these modes inside or outside the domain of the state? Is it possible to detect new modes of accumulation independent of the state? How should the important regional variations in these modes be dealt with? In some regions of Cameroon, in particular the West and North West Provinces, new groups of entrepreneurs have come into being, developing modes of accumulation that persist during the present crisis, and are even reinforced by it. In other regions, such as the Centre and South Provinces, there appears to be a more marked trend towards "unproductive accumulation" (Berry, 1985). In these areas, there are still strong levelling forces within local forms of organisation which impede accumulative efforts.

In this book, we want to address modes of accumulation, the state-society balance, and regional variations within modern Cameroon.

The importance of these issues has been underscored by the recent spread of democratization movements in the country. At the time of writing this text (March 1992), the development of this democratization process in Cameroon remains still uncertain. But one can already affirm

¹ This book is inspired by the discussion during a conference, organised in 1988 by the African Studies Centre at Leiden in collaboration with the Ministry of Higher Education Informatics and Scientific Research (MHEISR) at Yaoundé. For the Proceedings of this conference, see Geschiere & Konings, 1989. Paul Nkwi (MHEISR), Wim van Binsbergen (ASC, Leiden) and Jean-François Bayart (CERI, Paris) gave their valuable support in organising this conference and in conceiving the present collection of articles. We owe a special thanks to Mieke Zwart-Brouwer who, like a true European, prepared both the French and the English texts for publication. Ms. Marie-Hélène Massardier re-wrote, in her elegant way, the French text of chapters 3 and 8; she translated chapter 10 from English into French.

that the political opening has accentuated the regional variations and that differences in the modes of accumulation and state-society relations play a major role in them.

Of late, political debates are more and more marked by a tendency to oppose the West (Bamiléké; Grassfielders) to the Centre-South (Beti). And the ideological construction of such oppositions is dominated by fluent, but tenacious notions on the different forms of access of these groups to the state and market. There is no doubt that such questions concerning modes of accumulation and regional variations also play an important political role in other countries in Africa and elsewhere.

The present collection of articles is a sequel to a conference on the political economy of Cameroon held at Leiden in June 1988. The conference was of an interdisciplinary nature, bringing together economists, anthropologists, historians and other social scientists interested in Cameroon. Two related themes stood out during the conference. First, the strength and resilience of "alternative" modes of accumulation outside the formal circuits of the national economy. In this connection, particular attention was devoted to the formidable expansion during the seventies of neo-traditional savings associations such as the "tontines" and "njangis", which now accumulate and circulate capital to such an extent that they have become a serious threat to the official banking circuit. And second, the need for more comparative research into the regional variations within Cameroon. For instance, it is striking that the impact of saving associations has been so different in the various regions of the country. They have been quite successful in the West and North West Provinces, leading to the emergence of a group of entrepreneurs of regional and even national significance. However, they seem to be less effective in other regions, even in the North where Islamic traders were strongly supported by the Ahidjo regime in the sixties and the seventies. Following its takeover in 1982, the Biya regime made a determined effort to promote entrepreneurship among the Beti groups in the Centre and South Provinces. Despite this official support, Beti entrepreneurs proved incapable of catching up with their colleagues from the West and North West Provinces. Since colonial days, the Centre and South Provinces have remained important recruiting areas for public office. Therefore, modes of accumulation in

these areas tend to depend more directly upon access to the state.

Such comparisons suggest that the articulation of new forms of accumulation with existing modes of organisation followed a different "trajectory" in each region. Those regional contrasts determine the actual struggle for state control. Such a perspective on the historical variations in the modes of accumulation and state-society relations is, undoubtedly, more enlightening than the simplistic analyses in tribal terms which unfortunately abound in the western press as well as in Cameroon itself. The serious economic crisis which at present affects the country urges us even more to arrive at a better understanding of these regional contrasts. It is especially important to know more about the viability of "alternative" modes of accumulation, i.e. those modes which operate more or less in the margin of the circuits controlled by the state.

Viewpoints and Questions: Society versus the State?

Of late, there has been growing interest in the existence of "alternative" modes of accumulation operating more or less outside the state. Particularly after the publication of the 1989 World Bank report on the crisis in Sub-Saharan Africa², it has become common to expose the failures of the state in Africa and insist on the need of by-passing the state in favour of social groups and agencies capable of stimulating real development. In view of the disappointing performance of many African regimes aggravated by growing economic problems like falling prices for African products in the world market, indebtedness, and so on, a reaction like this was not surprising. It became more and more difficult to deny that one of the main effects of most development cooperation efforts was to encourage parasitic forms of government. Moreover, even before "die Wende" in Eastern Europe, the commitment of Russia and other socialist countries to Africa had begun to decline and consequently, western countries felt less obliged to humour African regimes.

² World Bank (1989), *Sub-Saharan Africa: From Crisis to Sustainable Growth*, Washington D.C., IBRD.

Understandable though this reorientation from "state" to "society" might be, there is a danger that it may lead to analytical confusion. This is exemplified by some of the chapters in a recent book entitled *"The Precarious Balance of State and Society in Africa"*³ which stresses an increasing disengagement of social groups from the state. This view has positive and negative consequences. It usefully corrects the overemphasis on state power expressed in the seventies, especially in marxist-inspired writings. On the other hand, it causes some authors - Azarya, Chazan, cf. also Parpart - to distinguish between a "state-centered" and a "society-centered" approach⁴ These formulations can be confusing, for they easily generate a conceptual opposition between state and society. Indeed, these authors argue that there has been a striking increase in economic activities outside the state. Chazan proposes the concept of "nonformal economy" to refer to sectors of the economy that are even "invisible" to the state⁵

What is meant here by "the" state? Let us take the example of smuggling, an activity that seems to be part of the "nonformal" sector. Chazan herself claims that state officials are often directly or indirectly involved in smuggling. If that is the case, one wonders how such activities can indeed remain "invisible" to the state. They may not be officially recognized by the state though it seems safe to maintain that they are highly visible to many of the people who run the state. Therefore, should one not perceive them as "excrescences" of the state⁶?

³ Rothchild & Chazan 1988. In some respects, this collection might be regarded as a "state of the art" of present North American political science on Africa. For a more detailed critique, see Roitman, 1990.

⁴ Surprisingly, both Azarya (p. 5) and Chazan (p. 330) maintain that until recently a "state-centered" approach almost completely dominated African studies, thus neglecting an important body of anthropological and historical work that tried to view developments "from below".

⁵ See Chazan, 1988, p. 126 and 331. Chazan wants to differentiate this "nonformal" economy from the "informal" one she considers to be grafted upon the "formal" economy

⁶ Other contributors to *"The Precarious Balance"*, like MacGaffey and Ninsin, argue that this is certainly the case for the "informal sector". In the seventies, many development experts viewed the "informal sector" as an alternative avenue to development. Of late, however, a growing number of authors maintain that a successful career in this sector is mainly dependent upon one's position in the formal economy, in particular one's access to the state. As a matter of fact, instead of constituting an alternative, this sector seems to be somehow linked to the formal economy and the state. Similarly, one wonders whether it is useful to differentiate the "non-formal" sector from

Indeed, we should not be too quick to assume that modes of the accumulation in Cameroon really develop "outside" the state. Freund's incisive remark that the African leading classes are "attached by an umbilical cord to the state bureaucracy" still seems to hold true, despite recent changes (Freund, 1984).

It still seems to be a precarious undertaking to oppose "state" and "society" in present-day Africa. The question is rather to gain deeper insight into the complex intertwinement of state and society since decolonization. In this respect, Bayart's notion of the "rhizome state" is quite helpful. It emphasizes the complex and "subterranean" ramifications of state power in society (Bayart, 1989). It conjures up an image of the state as a "substratum", a breeding ground for clientelistic networks and informal activities - an image quite appropriate to post-colonial Africa and, undoubtedly, to many other parts of the world. This raises the question of whether the state will eventually be "eaten" - to borrow Bayart's idiom - by all those forms or redistribution. At the same time, it suggests the problems involved in any real "withdrawal of the state", a topic crucial in the discussions of the eighties. Recent experiences in the West have demonstrated how difficult it is to realize a "withdrawal of the state". In view of the ramifications of the "rhizome state" in post-colonial Africa, there is no reason to believe that such a policy would be more successful in Africa - notwithstanding persistent pressure on the part of international organisations.

Related to his notion of the "rhizome state", Bayart's concept of "straddling" is central to understanding state-society relations and their regional variations⁷ Success in the informal economy - just as in the formal sector - largely depends on an actor's skill in "straddling" the distinction between state and private sectors. The advantage of this notion of "straddling" is that it indicates the wide range of possibilities and strategies of accumulation. The differences in the modes of accumulation in West, North and South Cameroon might be analysed as differing patterns of "straddling" determined by the role of the state and the "footholds" for accumulation in local forms of organisation.

the "informal" one. The post-colonial history of Africa has demonstrated that even if the state seems to be weak, its power can still be far-reaching (cf. Keith Hart, in press).

⁷ Bayart borrows this notion from Cowen's work on Kenya (Cowen, 1977) and illustrates with a wealth of examples its continuing relevance to post-colonial politics in Africa.

From a similar perspective, Mbembe emphasizes the close connection between the trend towards "non-accumulation" - or at most "unproductive accumulation" - in post-colonial Africa and the "modes of governance" originating from the colonial context (Mbembe 1988, 1990). Again, such a view cautions us against a premature switch from a "state-centered" to a "society-centered" approach. Current patterns of accumulation, even in the informal or "nonformal" sector, are only to be understood in relation to the "modes of governance" prevailing in different parts of Africa and their historical specificity.

Moreover, Mbembe tries to establish a direct link between national developments and changes at the lowest household level. Interestingly, he thus seems to question the present-day, often quite simplistic, "macro-micro" idiom. In post-colonial Africa, the main control over labour still resides at the household level. The emergence of new modes of accumulation and their different effects on state formation can therefore only be understood in relation to "micro" changes at the level of the household or family. Changes at the "micro" level do not simply result from changes at the "macro" level. On the contrary, "micro" developments tend to shape patterns of state formation and modes of accumulation at the "macro" level. In fact, the whole distinction between "micro" and "macro" levels is highly problematic in these circumstances.

The notion of "accumulation", however vague, seems to be a useful starting-point for studying these issues. Of late, it has become a central concept in the work of Africanists from different theoretical backgrounds - apparently because it allows them to avoid analysing the fluid African social structures in rigid class terms⁸. Contrary to debates based on preconceived notions of class, an open concept like accumulation tends to inspire empirical studies of the specific modes in the emergence of new inequalities. Similarly, the "openness" of the concept of accumulation is an advantage if we want to study the issues mentioned above. "Modes of accumulation" can be related to the state in various ways or can remain outside the state domain. It is only through

⁸ Cf. Bayart, 1979, 1985, 1989; Bernstein & Campbell, 1985; Copans, 1987; Cooper, 1981. In this respect, Bayart (1985: 321) observes that we may detect in Africa at most "une structure de classes à construire".

empirical research that we can find out which specific forms of accumulation developed in various regions and periods.

In the chapters of this volume, the notion of accumulation will be used in a broad sense. It not only refers to accumulation of capital, but also to accumulation of other resources: people, including - though by no means exclusively - labour, land and even "symbolic capital" (cf. Goheen, in this volume). This broad use of the notion of accumulation helps us to see how the existing local modes of accumulation are articulated with new forms. In this respect, the present volume once again addresses a theme that since the seventies has become a focus of study by Africanists of widely different theoretical backgrounds: the highly variable articulation of new inequalities with the pre-existing contradictions within local communities⁹.

The Articles to this Volume

From what has been noted, we can deduce two sets of questions that recur in this volume:

- What is the exact relation between state and accumulation? Do modes of accumulation really take place "outside" the state or do they constitute informal or even illegal excrescences of the state?
- Which regional variations occur in the grafting of new forms of accumulation onto existing patterns of organisation?

Not unexpectedly, the various chapters provide very different perspectives on these issues.

The first part of this book contains two case studies of relatively successful forms of accumulation in Cameroon by Miaffo & Warnier and Rowlands and a wider regional perspective by Fisiy & Geschiere, devoting particular attention to the ideological incentives and obstacles to accumulation. Miaffo & Warnier present a penetrating analysis of the complex relationship between state and private initiative and the

⁹ Just to cite a few authors with highly different theoretical backgrounds: Rey, 1973; Bayart, 1979, 1989; Peel, 1983. See also van Binsbergen & Geschiere, 1985; and Konings, 1986.

grafting of new forms of accumulation onto existing patterns of organisation among the Bamiléké of West Cameroon. They focus on strategies towards "disaccumulation" from within the family. They argue that for various reasons, the Bamiléké entrepreneurs have been particularly successful in warding off these pressures. In a parallel study of the emergence of entrepreneurs in the neighbouring North West Province, Rowlands emphasizes the independence of these entrepreneurs vis-à-vis the state. However, of late there appears to be a shift towards greater dependence on the state. Rowlands distinguishes between an older group of entrepreneurs who were actually "self-made" men and a newer group that started from a foothold within the state. Fisiy & Geschiere analyse changes in the idiom of sorcery and witchcraft as reflections on the emergence of new forms of accumulation. Remarkably, the same representations can have quite different implications in various areas: at times they have strong levelling effects and at times they encourage further accumulation. These authors try to explain these regional variations in terms of local power structures.

The second part of the book focuses on the impact of the state on patterns of accumulation at the national level. Both Jua and Vallée draw attention to the changes in the patterns of accumulation following the transition from the Ahidjo to the Biya period. Jua argues that the increasing infusion of oil rents created ample opportunities for capital accumulation, especially among social groups closely allied to the state. Vallée tries to explain why the Biya regime increasingly resorted to external borrowing, leading to a substantial rise in the national debt. In a historical study, Clarence-Smith illustrates the important role the German colonial state played in setting up large-scale cocoa plantations towards the end of their rule in Cameroon, that the Germans came to admit that peasant cocoa production was, after all, more viable. Clarence-Smith demonstrates that this colonial legacy of strong emphasis on the role of the state in the organisation of cocoa cultivation continues to detrimentally affect public policies towards smallholder production in the region. Notwithstanding the present adverse conditions, due to the competition of large-scale cocoa plantations of South East Asia, he feels there are indications that in the near future smallholder production will once again prove more efficient than plantation production. Konings

in the present-day South West Province of Cameroon. It was only highlights recent developments in the relationship between plantation and peasant production in the same region. He describes how under pressure of the World Bank the state introduced smallholders' schemes in the area in conjunction with the largest agro-industrial parastatal in Cameroon, the Cameroon Development Corporation (CDC). He maintains that the relative failure of these schemes was mainly due to the persistent half-heartedness of the support on the part of both the state and the corporation. Recent developments on the Pamol plantations, which were so dramatically abandoned by Unilever, suggest the feasibility of an alternative scenario that might provide more scope for smallholder production.

The third part of the book consists of three studies on women's opportunities for accumulation - a topic which seems to be vital to future economic development in Cameroon. In these studies, the issue of accumulation is approached from a clearly different perspective. One of the reasons why we are particularly happy to include these papers is that they present challenging comparisons with the other articles. A common theme in these three studies, for instance, is the crucial role of old and new marriage strategies in relation to accumulation - an aspect probably vital to men's efforts towards accumulation as well. These studies also address Parpart's statement (1988) that women might benefit from state withdrawal from the economy, since their major opportunities for accumulation tend to be located outside the state. The conclusions of our authors on this point seem to be more refined. Goheen argues that control over female labour constitutes the foundation for male accumulation among the Nso in the North West Province. The increasing commoditization during the colonial period created special problems for women in the area, though it also stimulated their growing resistance.

According to Goheen, post-colonial changes created new openings for accumulation by women. In this respect, women's experiments with new marriage strategies are of vital importance. Holtedahl analyses the significance of different patterns in the relations between religion, ethnic background, Western education and accumulation for women in Ngaoundéré, one of the largest towns in North Cameroon. She argues

that modern education had different implications for Muslim and Christian women, depending on the "rules of relevance" imposed by their ethnic background and position in what she calls "the new market of knowledge". In her analysis, old and new marriage strategies are also crucial to women's efforts to achieve "the good life".

Van Santen analyses how broader politico-economic developments and local transformations were articulated in the case of Mafa women at Mokolo, a town in the Mandara mountains of North Cameroon. When these women convert to Islam, they adopt many of the cultural features of the Fulbe, the dominant group in the North. To confirm their social status, they have to participate in complex exchanges of marriage gifts. Modern changes made it necessary for them to find a solution to the problem of accumulating the necessary capital: they engage in trading and particularly in profitable smuggling to neighbouring Nigeria. Van Santen describes how the new pressures on women and their accumulative strategies affect their relations to their families and husbands.

In each of these three case-studies changes in women's access to new modes of accumulation seem to be closely related to processes of state formation and their impact on local patterns.

In the final chapter of this book, Bayart draws some conclusions about the relationship between the post-colonial state and accumulation in Cameroon. He analyzes developments in Cameroon in a wider perspective insisting on the specificity of regional trajectories and the dynamics of "straddling" in this country. He relates them to the particular evolution of the Cameroonian regime during the eighties while demonstrating how one can surpass a tribalistic analysis of these developments. In the postscript Mbembe analyses the effects of the present crisis in the legitimation of the Cameroonian state on the political system and the trajectories of capital accumulation

Of course, this book can not present an exhaustive picture of the complex relationship between state and accumulation in Cameroon and fully cover the numerous regional variations in the grafting of new forms of accumulation onto existing patterns of organisation. It is therefore an invitation to further research in this field. One of its shortcomings is the dearth of studies on important entrepreneurial groups in other parts of Cameroon such as the Haussa/Fulbe in North

Cameroon or the Ibo in Anglophone Cameroon. Even the entrepreneurs covered in this book require further research. Interesting though the comparative studies of women and accumulation in this book might be, they only present a first impression of the considerable regional variations.

One of the main tenors of this collection as a whole is that a real withdrawal of the state will be very difficult to implement. There seems to be little reason to advocate "by-passing of the state" as a panacea for real growth and development. In view of the present crisis in Cameroon, it seems more worthwhile to look for possible forms of cooperation between the state and entrepreneurs that do not thwart productive accumulation. One condition for the realization of this cooperation is that the state relies on indigenous forms of accumulation rather than external sources. The question is to what extent the new political constellation will allow for such changes.